

الجمعية التونسية لتفعيل الحق في الاختلاف
Association Tunisienne pour la Promotion du Droit à la Différence



Zoom sur

Infos

Du 17-08-2015 au 23-08-2015

Presse francophone

sources

infos

La Presse
DE TUNISIE

19-08-2015

LA BURQA, LE VOILE ET LA DJELLABA Jusqu' où ira la cabale intégriste...?

Avoir le paysage social en Tunisie, on a l'impression que le pays a régressé. Le look d'une bonne partie des gens, hommes et femmes, nous rappelle une époque révolue qui est tout à fait étrangère à notre culture et que notre histoire contemporaine n'a jamais connue, même pas aux temps les plus reculés. Derrière ce projet se trouvent des prédicateurs illuminés qui sont persuadés d'exprimer la conscience collective et dont certains étaient considérés, il n'y a pas longtemps, par plusieurs démocrates comme étant modérés. Parmi eux, il y a Férid El Béji dont la dernière déclaration vient démystifier certains esprits naïfs quant à la vraie nature de ces prêcheurs de la rétrogradation qui se répartissent les tâches et les rôles pour mieux fourvoyer l'opinion.

Discours édulcoré

Ce dernier vient de déclarer, sur sa page facebook, que la fille musulmane pubère, même si elle est âgée de onze ans et qu'elle suit des études primaires, est dans l'obligation, suivant la législation islamique, de cacher ses cheveux et tout son corps, excepté le visage et les mains. Il a ajouté que tout celui qui essaierait d'empêcher cela provoquerait une discorde et une anarchie dans la société qui affaibliraient la lutte antiterroriste. Il a, en outre, prétendu que l'Etat ne pourrait pas interdire le port du voile, tout en mettant en garde les politiques de s'immiscer dans la question religieuse. Il est à noter que cette réaction intervient après le discours tenu par le président de la République, à l'occasion de la fête de la Femme, où il a fait savoir qu'il ne préférerait pas le voilement des fillettes, ni les pratiques étrangères, à la culture nationale. Il est clair qu'en tenant ce discours édulcoré, où il s'est contenté d'exprimer un point de vue, sans montrer la moindre fermeté face à ce crime contre l'enfance, il voulait éviter de choquer ses partenaires au pouvoir. C'était un discours de circonstance, rempli de calculs politiques, où il a tenu à satisfaire et les modernistes et les intégristes. Et ce n'est certainement pas de cette manière-là que l'on pourrait protéger nos enfants et notre société contre ces énergumènes. Au-delà du manque flagrant d'intransigeance de sa part, il est très manifeste que la gangrène islamiste est en train de ronger notre tissu social subrepticement. Ces islamistes tendent à faire table rase d'un passé rayonnant et à mettre en péril la réalité présente de la société tunisienne, en grignotant du terrain doucement mais sûrement. Ce sont

des intrus qui sont tout à fait étrangers à l'histoire et à la géographie de la Tunisie.

La chute des barrières sexistes

Quand vous consultez l'album des Tunisiens, vous ne trouverez nulle part la trace de la « burqa », du voile, de la djellaba, ni des longues barbes ébouriffées. Nos aïeules portaient des habits qui étaient à la mode et non pas empruntés à des époques anciennes ou à d'autres communautés ou sectes, ni ne se donnaient un air moyenâgeux en laissant pousser sur leurs visages des poils hérissés comme la queue d'un chat, donnant l'apparence de fantômes à leurs auteurs. Bien au contraire, ils accordaient un grand intérêt à leur allure et essayaient de la soigner du mieux qu'ils pouvaient. Leur élégance était comme un culte. Les femmes se vêtaient de « sefsari », « malya », « fouta et blouza », « fadhila »..., et les hommes de burnous, « khachabiya », « jebba », « farmla », « badia » (gilet)... Plus tard avec le modernisme, nos concitoyens se sont mis à la mode et la tenue vestimentaire a, sensiblement, évolué. On commençait à voir les robes, les jupes, les costumes et les vêtements unisexes, symbolisés, essentiellement, par le jeans. Les femmes se sont mises à se maquiller pour se rendre de plus en plus belles et les hommes variaient les coupes de cheveux, allant des courts aux longs et aux plus longs. Ainsi, les différences entre les deux sexes en la matière commençaient à s'estomper, puisque les femmes aussi se les faisaient couper aussi courts que les hommes. Les barrières sexistes tombaient davantage dans les domaines éducatif, professionnel et sportif, étant donné que les premières y avaient accès au même titre que ces derniers grâce à l'enseignement à caractère obligatoire instauré par Bourguiba. Les esprits évoluaient et la Tunisie devenait un leadership sur le double plan arabe et africain où elle se faisait des jaloux. Avec l'avènement de la révolution, on s'attendait à ce que ce tableau pittoresque soit plus agrémenté, mais voilà que ces attentes sont désavouées.

Les pudibondes veillent au grain

Au lieu d'avancer, on a fait marche arrière, le recul fut spectaculaire et la chute retentissante. L'atmosphère s'est, subitement, assombrie par des drapeaux noirs et des habits de la même couleur. C'était le premier spectacle lugubre qui a, immédiatement, suivi la Révolution et les « burqas » et la mode afghane se mettaient à défiler dans nos rues. Et avec l'accession au pouvoir de ceux qui « craignent Dieu », le paysage social s'est obscurci encore plus avec la propagation du voile qui envahit notre espace public. Il devient omniprésent, dans l'administration, à l'école, dans les quartiers... Et même dans certains mariages, les fêtes mixtes font place aux fêtes sexistes où on aménage un espace pour les femmes et un autre pour les hommes. La fréquentation fut prohibée. C'est la loi charaïque qui est aussi appliquée dans les écoles coraniques qui sont instituées en dehors de toute légalité et où vous voyez des

fillettes enveloppées dans d'amples étoffes ressemblant à des linceuls, transgressant leur innocence et assassinant leur enfance. Le nombre des femmes voilées est si important au point de devenir un phénomène inquiétant. C'est la preuve qu'on marche à reculons. Imaginez que le week-end dernier, sur l'une des plages de la banlieue nord où nous étions présents, un groupe de femmes voilées ont demandé à des femmes qui portaient des maillots de bain de protéger leurs cheveux et leurs corps, en se vêtant comme elles, c'est-à-dire en scaphandriers. D'ailleurs, cet uniforme envahit les piscines des hôtels, où les quelques brebis égarées, tunisiennes et étrangères, qui osent déroger à la règle en laissant bronzer leur chair coupable sont, constamment, toisées par nos pudibondes qui nous font revenir dans la mémoire les gardiennes de la révolution iranienne qui contrôlaient, sur la voie publique, l'observance des règles de la «bonne conduite» par les femmes.

Le syndrome afghan

Donc, le projet de nos islamistes consiste à ce que les cheveux soient cachés et les têtes rapetissées. Nos hôtes libyens et algériens viennent grossir les masses des voilées et des barbus. Et il est à craindre que la Tunisie n'emboîte le pas à l'Afghanistan qui, aux années 60 et 70, avait l'allure d'un pays européen avant de dégringoler et connaître un sort si funeste et une tragédie si kafkaïenne. Tout près de chez nous, notre voisin algérien a connu un changement de paysage social presque radical suite à la décennie meurtrière où les fondamentalistes religieux ont semé la terreur qui a laissé une trace indélébile dont l'une des manifestations les plus importantes est, justement, le voile qui y fait ravage. Les répercussions de la présence massive du voile et des autres signes et vêtements dits religieux dans notre pays ne sont pas seulement culturelles mais aussi économiques. Le commerce s'en fait ressentir, surtout dans les secteurs du prêt-à-porter, de l'esthétique et de la coiffure pour dames. Le tourisme aussi, puisque, en dépit de tout le bien qu'on en dit et les propos rassurants que les officiels ne cessent de débiter, le paysage à l'allure afghane n'est pas de nature à rassurer les étrangers qui visitent notre pays, du moins à long terme. Si les Tunisiens eux-mêmes éprouvent des inquiétudes, qui sont corroborées par des études cliniques établies par des psychologues et des psychiatres, relatant des statistiques fort alarmantes relatives aux taux de suicide et de dépression parmi eux, comment veut-on que les touristes soient rassérénés? Cette nouvelle réalité n'est-elle pas la preuve que le changement du modèle sociétal tunisien prêché par les islamistes est déjà en marche? Va-t-on enfin comprendre qu'à ce niveau-là, il n'existe pas de modérés parmi les islamistes et qu'ils diffèrent seulement par les méthodes empruntées et non pas par le but poursuivi?

Faouzi KSIB

Le 13 août pour les Femmes rurales C'est quoi au juste ?

L'idée de voir ce qu'une femme rurale peut penser de la journée du 13 août nous est venue en passant du côté d'un champ de tomate dans la campagne de Mdjez El Bab où des ouvrières étaient là, trimant dur pour gagner leur vie. Un petit échantillon de ces combattantes a permis que nous nous arrêtions sur une réalité en décalage avec celle de la ville. Jeunes et moins jeunes ont peu de connaissances sur ce qu'est cette fête et sa signification. Sur le Code du statut personnel, elles ne savent presque rien, sauf que l'homme n'a pas droit à plus d'une épouse. Ces femmes ont besoin d'être éclairées et initiées sur leurs droits, d'autant qu'elles sont les premières défenses contre la déferlante obscurantiste. L'œuvre de Bourguiba me semble aujourd'hui qu'elle n'a que très peu atteint ses grands objectifs, sur le plan de la transformation de la mentalité des Tunisiens. Il a misé et investi dans le savoir pour donner à son peuple les moyens de voir autrement le monde et d'avoir cet esprit critique qui permet de mieux cerner le fond des choses, dont son existence. Mais il (Bourguiba) n'a pas réussi ce grand virage historique tant escompté. Aujourd'hui, avec une certaine réalité que nous vivons, nous nous rendons amèrement compte qu'un long, très long chemin reste à accomplir au niveau d'une société qui a peu évolué et qui demeure dans une large proportion ignorante même de certains de ses droits, sans parler de leur essence. C'est ainsi que j'ai pu découvrir dans un coin qui n'est pourtant pas loin de Tunis et qui n'est pas tout à fait rural que la plupart des femmes n'ont presque aucune idée sur la signification du 13 août. Elles ne savent pas que c'est la journée de la femme tunisienne et que c'est une fête chômée ! Pourtant, ces Tunisiennes auxquelles j'ai parlé n'étaient pas si âgées que cela. Parmi elles se trouvent au contraire de très jeunes encore pas mariées et qui sont allées, comble de l'ironie, à l'école.

Ces femmes font partie de celles qui vivent toute l'année dans les champs agricoles. Elles travaillent la terre et elles gagnent honnêtement leur vie. C'est du côté de la campagne de Mdjez El Bab que j'ai cherché à savoir ce qu'elles peuvent me dire en ce 13 août 2015 sur leur fête et après quatre ans et demi de ce qui était supposé être une révolution!

Et quelle fut ma surprise en constatant que dans leur majorité, elles sont ignorantes de tout ce qui peut se rapporter de près ou de loin à cette journée qu'on fête chaque année.

Une journée comme les autres!

Pour elles, c'est une journée qui ne diffère en rien des autres. Pour Selma, mère de famille, qu'est-ce que cela peut lui rapporter de rester chez elle pour fêter

cette date. Pour elle, c'est un salaire de perdu par ces jours difficiles. Même son de cloche du côté de Hayet, jeune femme qui est allée pourtant à l'école, mais qui n'a pu dépasser le seuil du primaire. Elle est mieux instruite que sa collègue sur ce que Bourguiba avait fait, pour la femme, mais ce ne sont que des bribes d'informations qu'elle a pu saisir par-ci par-là, sans être sûre de rien, car quand Bourguiba a été destitué elle n'avait que quatre ans et même à l'école elle n'a pas eu l'occasion de connaître l'homme et son œuvre. Idem pour Meriem, la quarantaine, et qui traîne derrière elle une famille de six personnes, le mari et cinq enfants, dont deux en bas âge. Pour elle, l'essentiel est de garantir de quoi vivre à cette famille d'autant que son époux rechigne à faire certains travaux et préfère rester chez lui ou aller au café jouer aux cartes, tout en puisant dans ce que sa femme gagne. Cette dernière, consciente de son état, affirme qu'elle est doublement exploitée, elle fait tout ce qui a trait au ménage et elle travaille à l'extérieur. Elle affirme qu'elle n'a que cinq à six heures de répit. Juste pour dormir. La télévision, elle la regarde rarement sauf pendant le mois du carême où elle suit les feuilletons. Quant à ses droits, elle n'en connaît que très peu. Elle sait que l'homme n'a droit qu'à une seule épouse, mais elle ignore que cela fait partie du fameux Code du statut personnel promulgué en ce jour du 13 août 1957. Elle ignore aussi que l'initiateur de cette loi n'est autre que H. Bourguiba qu'elle affirme aimer parce que son père le vénérât ou presque pour l'avoir assez connu avant et après l'Indépendance. Frida qui était là à écouter la petite discussion que j'ai engagée avec ses voisines, ne s'est pas privée de remarquer que l'interdiction de la polygamie est contraire à la religion. Une remarque qui, je l'avoue, «m'a sidéré», d'autant qu'elle venait de la plus jeune de ces femmes laborieuses. Et la suite ou presque de toute la discussion a tourné autour du sujet où j'ai suffisamment usé de la sourate dont l'interprétation des oulemas de l'époque de la mosquée Zeïtouna avait permis de trouver les fondements charaïques pour promulguer le statut du Code du personnel.

Sans prétendre avoir convaincu mon interlocutrice, je peux dire que toutes celles présentes étaient toute ouïe et étaient avides de savoir et de connaître leurs droits et leurs devoirs.

Tout ouïe !

Mais n'étant aucunement qualifié en la matière, je me suis contenté de quelques généralités, d'autant que mon but était de savoir de ces femmes ce qu'elles peuvent connaître de cette fête et de voir si elles sont conscientes de sa grande signification pour elles et pour les générations futures qui risquent de succomber comme Frida aux sirènes des rétrogrades obscurantistes qui sillonnent le pays pour attirer dans leurs filets le plus de gens, en jouant sur la fibre religieuse. C'est dire qu'il y a un grand danger qui guette les acquis de la femme de ce côté-là, bien sûr, mais aussi et surtout de l'ignorance de beaucoup d'entre elles de leurs droits dont elles n'ont que quelques vagues connaissances.

En fin de cette petite expérience tentée ce jour de fête auprès de ces

combattantes qui nous permettent de nous nourrir, la conclusion que j'ai tirée a trait à l'impératif d'entreprendre un grand travail auprès de la gent féminine dans le milieu rural pour les sensibiliser et les mobiliser afin de pouvoir défendre leurs acquis devant cette déferlante obsurantiste qui cherche à tout remettre en question avec, en premier lieu, le réasservissement de la femme dont la réussite les dérange et leur fait des complexes.

J'en appelle au ministère de la Femme, à Mme la ministre de la Culture, cette militante politique et de la cause féminine et j'en appelle à toutes les organisations féminines et à la société civile éclairée d'aller vers la ruralité pour parler à ces femmes et à ces filles pour les convaincre de leurs droits et en faire un rempart contre toute atteinte à leurs acquis.

Ali TRABELSI



19-08-2015

Une police des mœurs sous le couvert d'une association écologique !

La photo a enflammé les réseaux sociaux : trois individus, photographiés de dos, portaient des tee-shirt où on lit 'La protection de l'écologie et des mœurs des plages d'El Haouaria'. Diffusée par bon nombre de journaux électroniques, la photo a suscité le mécontentement de plus d'un. A ce propos, le gouverneur de la ville de Nabeul, Mohamed Akremi Hamidi, dira que la photo en question remonte à 2011 tout en demandant aux médias de vérifier les informations avant de la diffuser.

Seulement voilà, et au lendemain de cette déclaration, le président de la Coalition des associations d'El Haouaria, Fahmi Al Assta, a assuré, au micro de la radio Jawhra FM, que cette photo est bel et bien récente. En effet, et toujours selon Fahmi Al Assta, les trois individus font partie d'une coalition de neuf associations qui œuvrent dans le but de protéger les plus belles plages de la Tunisie – en l'occurrence celles d'El Haouaria – de la pollution et des comportements contraires aux bonnes mœurs.

'Cette coalition vise à protéger ceux qui fréquentent nos plages des nouveaux phénomènes étrangers à la société tunisienne... Depuis trois ans, quelques personnes se sont permis de boire de l'alcool et de préférer des insultes et des propos insolents au vu et au su des familles qui viennent passer du bon temps au bord de la plage'. Tels ont été les propos employés par le président de la Coalition des associations d'El Haouaria pour expliquer la présence des individus en question sur les plages de la ville. Voulant avoir de plus amples informations, nous avons contacté le gouvernorat de la ville de Nabeul. Comme le gouverneur n'était pas disponible, nous avons eu au bout du fil la responsable des relations avec les médias qui nous a expliqué que la photo est effectivement récente mais qu'il y a eu un grand malentendu quant à la véracité des faits. En effet, et selon

la version du gouvernorat de Nabeul, le slogan inscrit sur le tee-shirt des trois membres de la Coalition des associations d'El Houaria vise uniquement les comportements écologiques de ceux qui fréquentent la ville. Cependant, et suite à la grande médiatisation de la photo, le gouverneur de Nabeul a pris l'initiative de contacter les forces de l'ordre qui ont fait signer à la Coalition des associations d'El Houaria un engagement officiel qui stipule que le seul domaine d'action de ladite Coalition est celui de l'écologie et de la protection de l'environnement. Avant de mettre un terme à l'appel, la responsable des relations avec les médias auprès du gouverneur de Nabeul nous a assuré que l'inscription faisant référence aux bonnes mœurs a été éliminée des tee-shirt des membres de la Coalition.

Malgré la clarté des explications officielles, les déclarations de Fahmi Al Assta demeurent alarmantes puisqu'elles font état d'une interférence claire dans les libertés personnelles. De tels incidents doivent être élucidés en urgence pour que chacun sache que la liberté, qui est fortement protégée par la nouvelle Constitution tunisienne, est une ligne rouge. Le fait que la Coalition des associations d'El Haouaria ait signé un engagement officiel peut être insuffisant. D'ailleurs, à la question si le gouverneur de Nabeul compte demander aux autorités concernées de revoir le visa de la Coalition, la responsable des relations avec les médias auprès du gouverneur de Nabeul nous a répondu que cela dépendra des prochaines actions et futurs comportements de ladite coalition.

Salma BOURAOUI

La Presse
DE TUNISIE

21-08-2015

Femmes - Accès aux postes de décision Consacrer l'égalité des chances

Le renforcement de la législation et des capacités des femmes sont les principaux moyens de lutter contre la violence», a indiqué la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, Samira Maraï Feriaâ.

S'exprimant, hier à Tunis, lors d'un séminaire national organisé à l'initiative de la Ligue des électrices tunisiennes (LET) sur la violence politique à l'égard des femmes, la ministre a souligné l'importance de mettre en place des lois et des politiques claires et inclusives pour lutter contre le phénomène de la violence à l'égard des femmes, notamment dans le domaine politique.

Parlant de son expérience personnelle dans la vie politique, la ministre a souligné que la femme tunisienne, qui a, toujours, milité pour l'indépendance et

le développement de son pays, trouve encore des difficultés pour accéder aux postes de décision.

La femme, a-t-elle dit, est confrontée à des obstacles, notamment d'ordre social et idéologique, ajoutant qu'il existe encore de nos jours des personnes qui refusent d'être gouvernées par des femmes.

A cette occasion, la ministre a souligné l'importance de conjuguer les efforts de toutes les parties et de toutes les femmes pour renforcer les capacités des activistes politiques ainsi que pour lutter contre la violence fondée sur le genre social et pour consacrer l'égalité des chances en matière d'accès aux postes de décision.

Elle a rappelé que le département mettra en œuvre au cours du prochain trimestre un programme d'action pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, notamment en milieu rural et dans les régions intérieures.

Pour sa part, Basma Soudani, présidente de la LET, a indiqué que la violence politique demeure une question taboue malgré qu'elle porte atteinte au droit de la femme de participer à la vie politique.

Elle a ajouté que les recommandations qui seront issues de cette rencontre seront soumises aux décideurs, au législateur et à la société civile pour veiller à leur application dans la réalité afin de consacrer l'égalité des chances entre les hommes et les femmes lors des prochains rendez-vous électoraux.

De son côté, la sociologue Dorra Mahfoudh a indiqué dans son intervention que la violence politique à l'égard des femmes (électrices, candidates, observatrices) prend plusieurs formes directes ou indirectes allant du dénigrement aux critiques, à l'empêchement ou à l'interdiction de voter ou de se porter candidate, aux insultes, aux menaces verbales et aux violences physiques.

Elle a fait savoir que lors des élections législatives de 2014, des situations de violence, notamment verbales et exercées par des hommes, ont été observées dans 13% des centres de vote surtout à Sousse, Monastir, Gafsa, Médenine, Gabès et Kasserine.

مقالات باللغة العربية

المصدر	المقال
 <p>18-08-2015</p>	<p>رجال الدين وخبراء طفولة يوضحون: «لباس الحجاب اعتداء على الطفولة»</p> <p>اثار تصريح رئيس الجمهورية بمناسبة عيد المرأة الذي طالب فيه بتطبيق القانون و منع الحجاب في دور الاطفال و المدارس الابتدائية ردود فعل مختلفة لعل ابرزها اعتبار عدد من رجال الدين و المختصين اجبار القاصرات على لباس الحجاب اعتداء على الطفولة</p> <p>منع الحجاب في دور الاطفال والمدارس يثير الجدل (تونس - (المشرق</p> <p>وكان السبسي قد اعتبر أن تحجب بنت الأربع سنوات أو التي مازالت في المدرسة الابتدائية أمرا غير معقول و دعا الى مقاومة هذا السلوك بالقانون ذلك انه لا يتلاءم مع وقواعد التربية العصرية التصدي بالقانون</p> <p>انتشرت بعد الثورة عادات دخيلة على مجتمعنا تتمثل في اجبار بعض الفتيات منذ سن مبكرة على لباس الحجاب قبل ان يبلغن سن السادسة وقبل ان يدخلن الى المدارس. كما طالت هذه الظاهرة تلميذات الابتدائي وكان عدد من المختصين قد نبهوا الى خطورة هذا السلوك على نفسية الاطفال ودعا عدد منهم الى ضرورة التصدي قانونيا لظاهرة تحجيب الفتيات في سن مبكرة بمن في ذلك .. عدد من رجال الدين باعتبار ان الدين لا يفرض على الصغيرات في السن التحجب</p> <p>حماية الطفولة</p> <p>اعتبرت رئيسة غرفة رياض الاطفال نبيهة كمون التليبي ان الغرفة قامت بدورها في حماية الطفولة من مخاطر رياض الاطفال القرآنية منذ سنة 2011 اذ حذرت من المناهج التي يتم اعتمادها والأفكار التي يتم بثها وذكرت ان من مضار اجبار الفتيات القاصرات على لباس الحجاب تحطيم نفسية الطّفّل وتحميله فوق طاقته بكثير. ولاحظت ان هذا السلوك بعيد عن القرآن والتربية الاسلامية. وازافت ان الحجاب مازال يثير العديد من الاختلاف بين الفقهاء وعموما فان الراشادات من النساء يخترن اللباس الذي ينسجم مع قناعاتهن لكن على الكبار ان يحترموا براءة الاطفال وصغر سنهن وحاجتهم للعب والتمتع بالحياة</p> <p>محتوى البرامج أهم</p> <p>واعتبرت رئيسة الغرفة الوطنية ان منع لباس الحجاب على القاصرات يعد «خطوة مهمة لكن</p>

اللب اهم من القشور ذلك ان محتوى وبرامج الرياض العشوائية اخطر بكثير على الاطفال من لباس الحجاب من ذلك انهم يدرسون في سن مبكرة عن الطواغيت التي لها خمسة رؤوس مثلا وهي برامج لا توجه لطفل في هذا السن» و اضافت: «لسنا ضد تعليم القرآن والكتاتيب التي درسنا فيها منذ الصغر لكننا كغرفة نتصدى لبث افكار التكفير و الارهاب وعذاب القبر واعتبار الام التي لا تلبس الحجاب كافرة..وللتصدي لهذه الأفكار دعت رئيسة الغرفة الى غلق كل روضة لا تطبق البرنامج التونسي وكل الرياض العشوائية». ولم تخف محدثتنا استياءها من تهميش غرفة رياض الاطفال رغم الدور الذي تقوم به لحماية الطفولة سواء في عيد المرأة او في سائر المناسبات الخاصة بالاسرة والطفولة.

مخالف للدين

ذكر الشيخ لطي الشندرلي حول هذه المسألة انه رغم الجدل الكبير الذي اثاره منع حجاب البنات الصغيرة من ثلاث الى خمس سنوات في المدارس والرياض الا انه يمكن الجزم بسلامة هذا القرار وذلك للاضرار التي يمكن ان يتسبب فيها الحجاب على نفسية الطفل الذي مازال في مثل هذا العمر يتطلع ويكتشف. و اضاف ان الطفل في حاجة الى اللعب وحب الحياة حتى ينمو و يتزرع دون عقد وامراض نفسية. و اضاف انه دينيا في سن ما قبل البلوغ لا يعد لباس الحجاب فريضة على الفتيات الصغيرات. و قال «انا مع حجاب المرأة عندما تكبر وتنمو شخصيتها و ارفض ان نكرها على الحجاب في سن صغيرة لا اكره ولا تعسف على الصغيرات اللاتي هن في سن اللعب ولا يفقهن معنى الغرائز وسبب وضع هذا الحجاب». و ختم بالقول «لسنا ضد الحجاب لكننا ضد فرضه على الاطفال بالقوة كما اننا نرفض ثقافة العنف على غرار تعليم «.. الاطفال موتوا بغيضكم والأتاشيد التي تحت على الكراهية وثقافة الموت وفي ذات الاتجاه ذهب الاستاذ فاضل عاشور رئيس النقابة الوطنية للإطارات الدينية الى القول بان الفتاة مطالبة بارتداء الحجاب في سن البلوغ وهناك ضوابط شرعية تؤشر لذلك معتبرا ان لباس الفتيات الصغيرات في عمر الثلاث والأربع سنوات .. لم يفرضه الاسلام بل بعض الرياض و المدارس القرآنية التي تبث افكارا غريبة عن مجتمعنا

وزارتا المرأة والتربية

عدد اخر من رجال الدين اعتبروا انه لا يمكن منع الحجاب في المدارس لان الفتاة قد تصل سن البلوغ في هذه المرحلة ويتوجب عليها لباسه كما تساءل عدد من الملاحظين عن اليات منع الحجاب في رياض الاطفال . حول المسألة الاولى ذكرت مصادر من وزارة التربية بأن الحجاب حرية شخصية وأن رئيس الجمهورية تحدث خلال الاحتفال بعيد المرأة عن القاصرات ذوات

الأربع سنوات وعن المدارس الخاصة. وبخصوص الاليات التي سيتم اتخاذها في وزارة المرأة لمنع الحجاب في الرياض فلم تضبط بعد حسب مصادر من الوزارة وسيتم الاعلان عنها فور الانتهاء من صياغتها في لقاء إعلامي رياض عشوائية

- تم احصاء نحو 800 فضاء عشوائي لرياض الأطفال من بينها عشرات الرياض القرآنية التي تديرها جمعيات خيرية وخواص

- نبهت نبيهة التليلي رئيسة الغرفة الوطنية لرياض الأطفال منذ 2011 من خطورة المدارس القرآنية التي قالت إنها مؤسسات تجارية باسم الدين تقوم بتلقين الأطفال دروسا أكبر من طاقتهم الذهنية كالتفرقة بين الجنسين وفرض الحجاب في سن مبكرة

هادية الشاهد المسيهلي



18-08-2015

مركز تونس لحرية الصحافة ينتقد سحب الحكومة لمشروع قانون حق النفاذ الى المعلومة

اعتبر مركز تونس لحرية الصحافة في تقريره لشهر جويلية 2015 حول الانتهاكات في حق الاعلاميين أن سحب الحكومة لمشروع قانون حق النفاذ الى المعلومة يفسر على أنه غياب للإرادة ووجود نية مبيتة ففي العودة الى الوراثة والتضييق على الحريات كلما كانت تتعارض مع بعض المصالح.

وأضاف أن الاستثناءات العشرة الواردة في المشروع الذي كانت قدمته الحكومة الى مجلس نواب الشعب قبل سنة أفرغت المشروع من محتواه مؤكدا أن ثمة مخاطر عديدة مازالت تترصد بحرية التعبير.

وأكد في هذا السياق على ضرورة تحديد مفاهيم تلك الاستثناءات صلب المشروع وكذلك صلب النصوص التطبيقية بما يتلاءم مع نص الدستور وروحه والتزامات تونس على المستوى الدولي.

ولفت المركز في تقريره الى أنه لم تتم الإشارة في فصول المشروع الى الموائيق الضامنة لحق النفاذ الى المعلومة مثل الاعلان العالمي لحقوق الانسان والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.

كما أشار الى غموض بعض فقرات الفصل 28 من المشروع التي تحد من النفاذ الى المعلومة مثل مفاهيم المصالح الاقتصادية للدولة وحماية الحياة الخاصة والمصالح التجارية المشروعة

معتبراً أنّ هذا الغموض يعطى للإدارة سلطة تقديرية واسعة في حجب المعلومة عن طالبيها.

ودعا مركز تونس لحرية الصحافة ضمن الوثيقة ذاتها الى التنصيص على أن المقابل المادي لممارسة الحق في النفاذ الى المعلومة لا بد أن يكون حقيقيا أي أن يحدد طبق الكلفة الفعلية للخدمة المقدمة وأن يتم توسيع قائمة الخدمات المجانية لفائدة الطلبة والصحفيين والباحثين الاكاديميين.



18-08-2015

عبد الستار السحباني: تراجع التحركات الاحتجاجية وارتفاع حالات العنف في جويلية

سجّلت التحركات الاحتجاجية خلال شهر جويلية الماضي تراجعا ملموسا واستقرار في حالات الانتحار مقابل ارتفاع حالات العنف وفق ما كشفه اليوم الثلاثاء المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية بالعاصمة خلال ندوة صحفية.

وأفاد أستاذ علم الاجتماع والمشرف على المرصد الاجتماعي التابع للمنتدى عبد الستار السحباني انه تم رصد 272 تحركا احتجاجيا فرديا وجماعيا خلال الشهر الماضي مقابل 287 تحركا خلال شهر جوان و 317 في ماي من نفس السنة.

وبين أن هذا التراجع شمل كل القطاعات تقريبا باستثناء القطاع الاجتماعي مشيرا في هذا الصدد الى أن الاحتجاجات الاجتماعية تمحورت أساسا حول غياب وانقطاع الماء الصالح للشرب في عديد الجهات الداخلية.

وتوزعت التحركات الاحتجاجية على 50 تحرك فردي و 222 تحرك جماعي وفسر السحباني تراجع التحركات الاحتجاجية في شهر جويلية بتزامنها مع شهر رمضان والعطلة الصيفية موضحا انه هذا التراجع كان منتظرا في شهرى جويلية وأوت وفق رأيه.

وعرج على تغيير هندسة التحركات الاحتجاجية على المستوى الجهوي من خلال بروز ولايات بعينها على غرار القصرين وسوسة والقيروان والكاف وتونس العاصمة.

ولفت في سياق متصل الى ارتفاع نسق التحركات الاحتجاجية في قبلي التي سجلت حالات عنف في الفترة الماضية مقابل تسجيلها لأضعف التحركات في كامل سنة 2014.

كما تحدث عن تراجع التحركات الاحتجاجية ذات الطابع البيئي مقابل ارتفاع ملموس في التحركات ذات الطابع الديني في عدد من الولايات تفاعلا مع قرار غلق المساجد موضحا أن التحركات وصلت في بعض الاحيان الى تسجيل حالات عنف.

وفى ما يتعلق بحالات الانتحار ومحاولة الانتحار قال عبد الستار السحبانى انه تم خلال شهر جويلية المنقضى تسجيل 50 حالة منها 20 حالة انتحار فعلية.

وبين أن الشريحة العمرية 25 / 35 سنة هي الشريحة الأكثر حضورا في حالات الانتحار الى جانب أن حالات ومحاولات الانتحار لدى الذكور ارفع من الاناث.

ولفت النظر الى تسجيل حالة الانتحار لدى طفل يبلغ من العمر 10 سنوات في فترة عيد الفطر ملاحظا أن حالات الانتحار لدى الاطفال مرتبطة أساسا بضغط الامتحانات.

ودعا في هذا الصدد وزارة التربية الى الاخذ بعين الاعتبار هذه المسألة عند القيام بالإصلاح التربوي.

كما ابرز تواصل تسجيل حالات الانتحار لدى الشيوخ نظرا لغياب هياكل التاطير والاحاطة بهذه الشريحة وفق اعتقاده.

وركز عضو المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية مسعود الرمضانى فى تدخله على ارتفاع نسق العنف الذى اعتبره مؤشر غير سليم فى المجتمع التونسى وانه لم يقع الخروج من دائرة العنف.

وقال في هذا الصدد هناك مخزون من العنف ما يدل على انه أصبح جزءا من حل المشاكل وان العنف بدا وكأنه يرسى كثقافة في المجتمع التونسى .

وانتقد ارتفاع مخزون العنف فى بعض القنوات التلفزيونية التونسية خاصة فى شهر رمضان الفارط داعيا الى وقفة حازمة من الجهات الرسمية والمجتمع المدنى من اجلب ايقاف المنحى التصاعدي لموجة العنف فى البلاد.

بعد شخص المفتي.. الدور الآن على مؤسسة الإفتاء؟؟

من أخطر "دلالات" الحملة التشويهية التي استهدفت خلال الأيام الأخيرة شخص الشيخ حمدة سعید مفتي الجمهورية التونسية على خلفية ما بات يعرف بحادثة "المصافحة" حيث "امتنع" سماحته خلال حفل عام - بحسب ما تناقلته عديد وسائل الإعلام - عن مصافحة المدير العام لشركة الخطوط الجوية التونسية (لا لشيء الا لأنها امرأة) أنها كشفت عن موقف رسمي "حكومي" سلبي ومتخاذل بدا وكأنه غير مبال أو ربما غير "منزعج" من الحملة الإعلامية على شخص المفتي - حتى لا نقول مباركا لها أو متواطئا معها ربما -

نقول هذا - لا فقط - اعتبارا لرمزية وقداسة ورفعة المنصب الديني والوظيفي الذي يشغله سماحته



19-08-2015

بصفته مفتيا للديار التونسية بل واعتبارا أيضا لـ"فرضية" - حتى لا نقول ضرورة - أن تدافع الدولة عن "هيبته" وألا تترك أحد شخصياتها الدينية الرفيعة وأحد كبار "موظفيها" يواجه حملة تشويه إعلامي شرسة دون أن تحرك ساكنا..

بلاغ يتيم..

البلاغ الرسمي الوحيد الذي صدر في الغرض والذي يمكن اعتباره - تجوزا - صادرا عن مصالح رئاسة الحكومة - باعتبار أن مؤسسة الإفتاء تعود بالنظر لرئاسة الحكومة هو ذلك الذي حمل توقيع مؤسسة الإفتاء ذاتها والذي جاء مستنكرا لما أسماه "حملة التشويه الإعلامي" التي استهدفت سماحة مفتي الجمهورية.. أما ما عدا ذلك.. فلا حياة لمن تنادي..

يحصل هذا - ويا للغرابة - في الوقت الذي تحتل فيه شخصية سماحة المفتي المركز الرابع - بروتوكوليا - في المحافل الرسمية مباشرة بعد شخص رئيس الدولة وشخص رئيس الحكومة ويليهما مباشرة رئيس مجلس النواب..

زوبعة في فنجان..

والواقع أن كل من تابع - ولا يزال - وقائع الحملة الإعلامية المعلنة على سماحة مفتي الجمهورية على خلفية حادثة "المصافحة" وأطلع على بعض النصوص والمقالات والتعليق التي نشرت في الغرض على صفحات بعض الصحف أو مواقع التواصل الاجتماعي (فايسبوك) بما فيها تلك النصوص والتعليق التي تجاوزت حدود الأدب واللياقة والمهنية وتناولت دون مبرر أخلاقي أو علمي على شخص سماحة مفتي الجمهورية (إحدى الصحفيات في إحدى الجرائد اليومية حمل مقالها التهجيم والتشويه عنوان "مفتي الدولة الدينية" بما يتضمنه هكذا عنوان من إحالة على انعدام أي علاقة لمفتي الجمهورية الشيخ حمدة سعيد ووظيفته التي يشغلها بالدولة المدنية التي يؤسس لها دستور تونس ما بعد الثورة)..

نقول،، كل من اطلع على هذه النصوص أحسّ ربّما بأنها ليست ولن تكون "حملة تشويه" ظرفية وليدة "حادثة" بعينها "وبنت وقتها" بل أنها حملة مدروسة و"ممنهجة" وأنها سيكون لها ما بعدها - لا فقط - اعتبارا لتعدد حملات التشويه والتشكيك التي استهدفت في المدة الأخيرة وفي أكثر من مناسبة مفتي الجمهورية (حادثة الإعلان عن ظهور هلال عيد الفطر) - على سبيل الذكر لا الحصر - حيث "اتهم" سماحته من قبل أكثر من جهة بأنه "خضع" في ذلك الإعلان لاعتبارات سياسية أكثر منها فقهية أو فلكية.. وإنما اعتبارا أيضا لذلك "الاعتقاد" الذي لا يزال يملأ على بعض "الإيديولوجيين" مهجهم وتفكيرهم والذي مفاده أن سماحة مفتي الجمهورية الدكتور حمدة سعيد هو من "بقايا" دولة الرئيس السابق الدكتور المنصف المرزوقي.. لذلك تجب "إزاحته" وهو الاعتقاد الذي جعل أحدهم يصف الدكتور حمدة سعيد بأنه "المفتي المعين" من قبل الرئيس

السابق.. ولكأن من سبقوه من العلماء والمشائخ الذين شغلوا قبله منصب الإفتاء في تاريخ الجمهورية التونسية كانوا "منتخبين" ديمقراطيًا..

الدور الآن على مؤسسة الإفتاء

على أن ما يدعم "مقولة" أن الحملة المعلنة على شخص سماحة مفتي الجمهورية هي حملة ممنهجة - ربّما - وغير عفوية هي بروز بعض المقالات - لاحقا - في الغرض ترفع مطالب من "نوع" آخر.. مطالب تدعو وبوضوح الى "الاستغناء" عن مؤسسة الإفتاء ذاتها و"حذفها" من قائمة المؤسسات الرسمية للدولة على اعتبار أن المجتمع التونسي المدني والمتفتح والمتطور لم يعد في حاجة الى هكذا "مؤسسة" دينية أصبحت بمثابة "العالة" على الميزانية العامة للدولة.. أجل، هذا ما كتبته - مثلا - وفي أوج حملة التشويه الإعلامي التي استهدفت مؤخرا سماحة مفتي الجمهورية الدكتور حمدة سعيد على خلفية حادثة "المصافحة" أستاذة جامعية معروفة.. أما أحد الباحثين في العلوم الإسلامية فقد نادى بدوره في مقال صادر بإحدى الجرائد اليومية بتاريخ أمس - الثلاثاء 18 أوت - ببعث ما أسماه "مجلس أعلى للإفتاء" على أنقاض مؤسسة الإفتاء الحالية.. "مجلس منتخب وفق معايير وضوابط ونصوص قانونية لأن زمن الإفتاء الفردي - والعبارة له - انقضى منذ عقود"

لسنا في وارد مناقشة هذا "الطرح" الوارد في المقال المنشور لهذا الباحث والذي جاء يقطر "حقدا" و"تحاملا" على شخص سماحة مفتي الديار التونسية الدكتور حمدة سعيد من ذلك وصفه له - مثلا - بأنه مفت "فاشل" وأنه "يعتني خارج السرب" لذلك هو يطالب بضرورة إقالته وتعويضه "بمجلس أعلى للإفتاء منتخب" ما نريده هو البرهنة على أن هناك "حالة" استهداف واضحة - لا فقط - لشخص سماحة مفتي الجمهورية بل ولمؤسسة الإفتاء ذاتها.. وهي "حالة" لا بد من دراستها ومحاولة سبر "دوافعها" وطبيعة "الأهداف" التي يريد لها أصحابها أن تحققها.. أما عن مسألة "الطلب الملح" بإنهاء مهام سماحة الدكتور الشيخ حمدة سعيد بصفته مفتيا للجمهورية فيبدو أنه "سيبئي" قليلا لأن "الطرف" الذي بإمكانه أخذ القرار.. قرار إعفاء الشيخ حمدة سعيد ونعني به الرئيس/الشيخ الباجي قائد السبسي هو من أولئك الأشخاص الذين لا يمكن استدراجه بهذه السهولة من طرف أيّ كان لكي ينخرطوا في "العبة" من هذا القبيل حتى وان كانت له بعض الملاحظات على "أداء" مؤسسة الإفتاء..

هل نقول.. انتهى الدرس يا.. ربّما

محسن الزغلامي

Téles et réseaux sociaux

Sources

Infos



nessma
Le Mè de grand magheb

20-08-2015

LA MÈRE TUNISIENNE EST ENFIN AUTORISÉE À ACCOMPLIR LES DÉMARCHES DU PASSEPORT ET DE VOYAGE POUR SES ENFANTS MINEURS

Le nouveau projet adopté, permet, désormais à la mère comme au père d'entreprendre ce genre de démarches. Chose à même de faciliter la gestion des affaires familiales.

Il a été, également, procédé à l'intégration de dispositions juridiques relatives aux différents qui peuvent surgir en cas de voyage de mineurs et le domaine d'intervention des autorités judiciaires compétentes, président du tribunal de première instance et ministère public.

Ce projet a éliminé toute discrimination relative à la permission parentale pour l'obtention et le retrait d'un passeport ou le voyage d'un mineur.

Le Conseil des ministres de mercredi, 19 Août 2015, a examiné le projet de loi relative à l'amendement de la loi 40 en date du 14 mai 1975, qui concerne les passeports et les autres documents de voyage.



nessma
Le Mè de grand magheb

18-08-2015

ABANDON SCOLAIRE : PLUS DE 100 000 CAS ENREGISTRÉS PAR AN EN TUNISIE

C'est la rentrée scolaire ! Des milliers d'écoliers porteront, fièrement, leurs tabliers et leurs cartables afin d'entamer une nouvelle année scolaire. En revanche, d'autres enfants se trouvent forcés à porter des tenues de travail après avoir abandonnés l'école.

Il y a plus de 100 000 cas d'abandon scolaire par an selon les déclarations du ministère de l'éducation.

Les causes de l'abandon scolaire sont multiples et variées. De nombreux facteurs augmentent la probabilité qu'un jeune abandonne ses études :

- Des causes liées à la structure scolaire,
- Des causes liées à l'environnement familial,
- Des causes liées à l'environnement social.

L'abandon scolaire a des conséquences néfastes sur le développement social, économique et culturel de notre pays. A quand une prise de conscience

Radio

Sources	Infos
 19-08-2015	<h3>تعذيب موقوفين: وزارتا الصحة والعدل تستنكران تسريب تقارير سرية</h3> <p>استنكرت كل من وزارة الصحة والعدل في بيان مشترك اليوم الأربعاء تسريب تقارير سرية رسمية تتعلق بقضية تعرض "الموقوفين السبعة" للتعذيب</p> <p>ولوحت الوزارتان بنتبعها قضائيا ضد كل من ثبت تورطه في عملية تسريب هذه الوثائق ونددت الوزارتان نشر مضامين التقارير السرية المتعلقة بهذه القضية وعرضها للعموم على المواقع الاجتماعية والحال أن القضية ما تزال في طور البحث والتحقيق، وفق تعبير محرر البيان الذي أضاف أن هذا التسريب "قد يؤثر سلبا على حسن سير التحقيقات ويمس من استقلالية السلطة القضائية تجاه طرفي النزاع ونبهت الوزارتان إلى خطورة عملية التسريب لتقارير سرية ومن تداعياتها على السير الطبيعي للتحقيق. واعتبرت أن هذا الأمر "مخالفة صريحة للقوانين النافذة وقالت إنها "تحتفظ بحقهما في تتبع كل من يثبت تورطه في عملية تسريب التقارير</p>
 17-08-2015	<h3>تأجيل النطق بالحكم في قضية تدوينات شاب على الفيسبوك</h3> <p>بعد مثوله اليوم الاثنين 17 أوت 2015 أمام القضاء بمحكمة الناحية بجزيرة من ولاية مدنين تم أصيل جربة إلى يوم 24 أوت <u>قضية الشاب مهيب التومي</u> اليوم تأجيل جلسة النطق بالحكم في ذلك بتهمة القذف العلني على خلفية تدوينات قام بكتابتها على صفحته على الفيسبوك وأوضح محامي الشاب مهدي بن حمودة في تصريح لمراسلة جوهرة أف أم بالجهة أن هذه المحاكمة تدخل في باب مصادرة الحريات والتدخل في حرية التعبير لأن مواقع التواصل الاجتماعي هي فضاءات حرة وبين بن حمودة أن التدوينات تعود الى أفريل 2012 وبالتالي فهي جريمة قد سقطت بمرور الزمن ما يتطلب إيقاف التتبع وهو ما لم يقع في هذا الملف وبين بن حمودة أن صدور المرسوم 115 المنظم لقطاع الاعلام يلغي اعتماد مجلة الصحافة وهو ما يطرح إشكالا قانونيا مضييفا أن الصفحات الخاصة لمواقع التواصل الاجتماعي الفيسبوك هي صفحات خاصة ولا تحتوي على أركان العمومية والعلنية لتجريم ما ينشر فيها على حد تعبيره مضييفا أن الشاب لم يذكر جهة رسمية في تدويناته وأن تهمة التطاول على رئاسة الجمهورية هي من تأويل النيابة العمومية مطالبا بعدم سماع الدعوى</p>



20-08-2015

قابس : الأمن يفرق المعلمين المحتجين أمام مندوبية التربية باستعمال الغاز المسيل للدموع

استعملت اليوم قوات الأمن بقابس الغاز المسيل للدموع لتفريق عدد من المعلمين المحتجين أمام مقر المندوبية الجهوية للتربية وذلك وفق ما أكده لشمس أف أم كاتب عام النقابة الجهوية للتعليم الأساسي خميس عبد الناجي.

وأبرز أنه تم إخراجهم من مقر مندوبية التربية، معتبرا الاعتداء وجها من وجوه القمع لتي عادت بشكل واضح وفق تعبيره.



19-08-2015

إلغاء التمييز بين الأبوين في إستخراج جوازات السفر للقصر

أعلن كاتب عام الحكومة والناطق الرسمي باسم مجلس الوزراء أحمد زروق، اليوم الأربعاء، عن إلغاء التمييز بين الأولياء القائم في مجال منح ترخيص استخراج جوازات السفر للقصر من خلال المصادقة على مشروع قانون متعلق بالمسألة، خلال ندوة صحفية في قصر الحكومة بالقصبة إثر انتهاء مجلس وزاري.

وأفاد مبعوثنا على عين المكان أن من بين القرارات الأخرى إقرار مساعدات للفلاحين المتضررين من الجفاف وتقدير المساحة المتضررة بـ 639 ألف هكتار وسيحمل الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي فوائض جدولة الديون على مدة 5 سنوات وقد قدرت بـ 6 مليون دينار ولفائدة 2000 فلاح مع تمكينهم من مصاريف الموسم الفلاحي 2015 - 2016

كما استعرض زروق أهم إجراءات وزارة التجارة لفائدة العودة المدرسية هذه السنة والإجراءات المتعلقة بأضاحي عيد الإضحى.



19-08-2015

Les ministères de la Justice et de la Santé déplorent la fuite de rapports confidentiels sur des ex-détenus

Les ministères de la Justice et de la Santé déplorent la fuite et la publication de rapports confidentiels sur l'affaire de 7 ex-détenus.

Les deux départements affirment que les investigations au sujet des actes de

	<p>torture subis par des personnes arrêtées dans des affaires de terrorisme sont en cours. Ils considèrent que la fuite du contenu des rapports pourrait influencer négativement sur le cours des recherches. Et d'ajouter que cette fuite porte atteinte à l'indépendance de la justice et viole le secret médical. Les deux ministères expriment leur intention de poursuivre les responsables de cette fuite, s'engageant à traduire en justice tous ceux dont l'implication dans des actes de torture est prouvée, quelque soit le motif.</p> <p>Le parquet avait ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire suite aux plaintes déposées par 5 ex-détenus sur 7 qui affirment avoir été soumis à la torture lors de l'interrogatoire.</p> <p>Les avocats des plaignants avaient affirmé que le rapport du médecin légiste confirme que les détenus ont subi des actes de torture. (TAP)</p>
 <p>20-08-2015</p>	<h3>نحو سن قانون أساسي لتجريم العنف ضد المرأة</h3> <p>أكدت وزيرة المرأة سميرة مرعي خلال ندوة صحفية عقدت اليوم الخميس 20 أوت 2015. يجرم العنف ضد المرأة حول "العنف السياسي" أن الوزارة في اتجاه سن قانون أساسي شامل وبينت مرعي أن القانون سيضم تنقيحات عديدة على غرار تنقيح المجلة الجنائية ومجلة الأحوال الشخصية . كما سيضم المقاومة والحماية والمقاومة والردع وإحاطة المرأة المعنفة مضيعة أنها من أولويات الوزارة في 100 يوم الأولى من العمل وأوضحت وزيرة المرأة أن الوزارة وضعت إستراتيجية وطنية لمقاومة العنف ضد المرأة سينطلق تفعيلها خلال الثلاثي الأخير من 2015 مضيعة أنها وضعت برنامج عمل سيتم تنفيذه على امتداد 3 سنوات على حد قولها.</p>
 <p>20-08-2015</p>	<h3>شفيق صرصار : من الممكن إجراء الانتخابات البلدية في 2016 لكن بشرط</h3> <p>قال شفيق صرصار رئيس الهيئة العليا المستقلة للانتخابات التونسية إنه من الممكن إجراء الانتخابات البلدية سنة 2016 إذا تمت المصادقة على الإطار القانوني الخاص بهذه الانتخابات وأضاف في تصريح للوطنية الأولى أنه من الممكن إجراء الانتخابات البلدية إذا تم إصدار النصوص القانونية خلال شهر افريل القادم على أن يتم إجراء الانتخابات خلال شهر أكتوبر.</p>

Communiqués

Sources

Communiqués



الجمعية التونسية للحراك الثقافي
Association Tunisienne d'Action Culturelle

20-08-2015

بيان: « الحق النقابي بما في ذلك حق الإضراب مضمون »

تونس، في 20 أوت 2015

بيان

قامت قوات الأمن بالزى النظامي و المدني يوم 19 أوت 2015 بالاعتداء على النقابيين والمعلمين المعتصمين سلميًا بدعوة من هياكلهم النقابية في كل من المندوبية الجهوية للتربية بسبيدي بوزيد و صفاقس. وقد اقتحمت هذه القوات مقر المندوبية الجهوية للتربية بسبيدي بوزيد مستعملة القنابل المسيلة للدموع والضرب و الترويع و الغاز الخانق، وقد تسبب هذا التدخل العنيف في إصابات للبعض و إيقاف عدد آخر منهم عضو المكتب التنفيذي الجهوي للاتحاد العام التونسي للشغل الأزهر الغربي و أحد المعلمين

التابعة للجمعية التونسية للحراك OJV – و إن أكاديمية شباب راصد لانتهاكات حقوق الإنسان
ATAC – الثقافي

تعبّر عن تضامنها و مسانبتها المبدئية مع نضالات المعلمين السلمية و من خلالها للحراك الاجتماعي في نطاق ما يكفله القوانين

تجدد رفضها استغلال إعلان حالة الطوارئ لقمع الحراك الاجتماعي السلمي و المدني وانتهاك
الحرّيات

تدين بشدة هذا التدخل الهجمي و انتهاك الحرّيات 3.

تطالب الحكومة التونسية و مجلس نواب الشعب بفتح تحقيق عاجل لتحديد المسؤوليات في هذه
الاعتداءات الهجمية على المعلمين و النقابيين

تدعو كافة قوى المجتمع المدني و المنظمات المدافعة عن حقوق الإنسان للعمل على احترام الفصل 5.
« 36 من الدستور التونسي الذي ينص على أن « الحق النقابي بما في ذلك حق الإضراب مضمون

ATAC – المنسق الوطني للجمعية التونسية للحراك الثقافي

رياض عبيدي



21-08-2015

جندوبة في 21 اوت 2015

بيان

تلقى الفرع في الفترة الأخيرة عدد من الشكايات تتعلق باستعمال العنف المادي و المعنوي و سوء المعاملة من طرف بعض أعوان الأمن بجندوبة تجاه مواطنين سواءا بالطريق العام او داخل مراكز امن حيث تعددت هذه التجاوزات و الاعتداءات و شملت أمنيين و نشطاء منظمات وطنية و من الملاحظ انه عند التجاء المتضرر بالتشكي يحال هو نفسه في اغلب الحالات بتهمة هضم جانب موظف عمومي .

كما رصد الفرع في نفس الاطار ان البعض من هذه الشكايات يتم انتقاءها من طرف ممثل النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية بجندوبة و رفض تسجيل البعض منها و عدم تمكين الشاكي من ما يفيد ايداعه لمكتوب شكايته رغم تلقيها بمكتب الضبط المخصص لذلك و هو ما اجبر البعض على التوجه بالتشكي للوكالة العامة لمحكمة الاستئناف بالكاف .

و بناء على ما تقدم فان هيئة الفرع تعبر عن :

-تنديدها بالعنف المسلط من قبل اعوان الامن و بكافة التجاوزات و الممارسات المهينة للمواطنين

-استهجانها رفض النيابة العمومية قبول شكايات بعض المتظلمين و هو ما يعتبر مس من حق

التقاضي و يشجع على الافلات من العقاب

-دعوة السلط المعنية بفتح تحقيق في هذه التجاوزات و محاسبة من ثبتت ادانته

عن هيئة الفرع

رئيس الفرع

وليد مازني